



Wallonie



Service public
de Wallonie

DG04

DIRECTION EXTERIEURE
HAINAUT II

Rue de l'Ecluse 22
B-6000 CHARLEROI
Tél. : 071 65 48 80
Fax : 071 65 49 77

Votre contact :

Valérie PECRIAUX - 071/65.49.89
valerie.pecriaux@spw.wallonie.be

BRUSSELS SOUTH CHARLEROI
AIRPORT
rue des Frères Wright 8
6041 GOSSELIES

Charleroi, le

12 APR 2017

Nos réf : F0414/52021/UCP3/2017/5//451694

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué

Projet : Réalisation d'un nouveau parking "foot et fly" (parking public longue durée P4) pour l'aéroport de Charleroi., rue d'Heppignies, rue de Ransart, à 6220 HEPPIGNIES

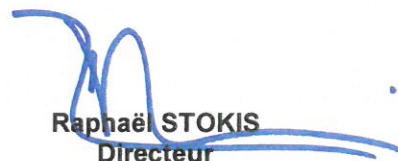
Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de la commune de FLEURUS.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,


Raphaël STOKIS
Directeur

Agent traitant: Héloïse PIROT, Attachée
Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée
Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE

DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 21 11 • Fax : 081 33 21 10



Service public de Wallonie

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Direction extérieure de CHARLEROI

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G

Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique

Décision d'octroi du permis d'urbanisme

Nos réf.: F0414/52021/UCP3/2017/5//451694

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vigueur ;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétale et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement ;

Considérant que BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue d'Heppignies, rue de Ransart, à 6220 HEPPIGNIES, cadastré HEPPIGNIES: B*67 e *68 g k *69 k B*69 l *70 c *71 g h *72 h l *73 m ayant pour objet : Réalisation d'un nouveau parking "foot et fly" (parking public longue durée P4) pour l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 17/02/2017 ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'activité économique industrielle et en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (Arrêté royal du 10/09/1979) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique: "Désaff. partielle - Zone industrielle de Heppignies-Ransart" approuvé par arrêté le 24/07/1981 (affectation:Industrie) ;

Considérant que le bien se situe le long de la Route de Ransart N568 ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit C' de 60 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit B' de 65 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit A' de 70 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre SCD_schéma directeur GOSSELIES, statut : adoption définitive (arrêté du 17/11/1987) ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1^{er} du livre I^{er} du Code de l'Environnement , l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à FLEURUS, sollicité en date du 06/03/2017 et transmis en date du 24/03/2017, est favorable ;

Considérant que l'avis de la DGO "Routes et Bâtiments" - Direction des Routes, sollicité en date du 06/03/2017 et transmis en date du 22/03/2017 est favorable conditionnel dont copie jointe au présent permis pour strict respect ;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 06/03/2017 et transmis en date du 20/03/2017 est favorable conditionnel libellé comme suit :

« Pour tout usage de grues ou autres appareils de levage, une demande devra être envoyée au service Urbanisme de Belgocontrol (Tervusesteenweg 303 à 1820 STEENOKKERZEEL) dans un délai de 2 mois avant le début des travaux » ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 06/03/2017 et transmis en date du 22/03/2017 est favorable conditionnel libellé comme suit :

"Si une grue est érigée lors du chantier (limitation à 10), veuillez prendre contact avec l'Inspection aéroportuaire (071/251 212) au moins une semaine à l'avance vu la proximité de l'aéroport. Lors de cette entrevue, vous devrez fournir les caractéristiques de la grue utilisée (type, hauteur, ...), la durée du chantier, le positionnement de la grue et la date du montage"

Considérant que l'avis de l'IGRETEC - Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, sollicité en date du 06/03/2017 et transmis en date du 20/03/2017 est favorable ;

Considérant que le projet consiste en la réalisation d'un nouveau parking public de longue durée (P4) « foot & fly » extérieur à ciel ouvert pour l'aéroport de Charleroi ; que ce parking aura une superficie de 24 500 m² en empiérement drainant pour une capacité de 983 emplacements dont 20 pour personnes à mobilité réduite, suivant au maximum la pente naturelle du terrain existant ;

Considérant que les voiries d'entrée/sortie du parking, se raccordant sur la route nationale de Ransart (N568) et la circulation internes, sont réalisées en hydrocarboné ; que des panneaux de signalisation sont placés ainsi qu'un nouvel éclairage ; qu'un marquage au sol est réalisé ; qu'une zone de friche est aménagée ; que des plantations d'arbustes (globossum) sont réalisées dans la continuité des aménagements existants le long de la voirie d'accès au terminal passagers et dans le parking P3 ; qu'une zone asphaltée d'une largeur de 1.50 m pour la liaison piéton avec le parking

Food & fly est aménagée ; que des nouveaux trottoirs en klinkers sont réalisés en rejoignant les existants ; que le site est clôturé ;

Considérant que le projet se situe dans un Périmètre de Reconnaissance Economique ; que selon le prescrit de l'article 127 §1, 6° du C.W.A.T.U.P., c'est le fonctionnaire délégué l'autorité compétente ;

Considérant que le projet améliore la situation existante, qu'il va permettre une meilleure fluidité de la circulation, aussi bien des voitures que des piétons en toute sécurité ; que néanmoins, il importe d'assurer la continuité des aménagements paysagers déjà réalisés en entrée de site ; que des conditions relatives aux plantations s'imposent ; que moyennant le respect de ces conditions et de celles de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, de BELGO CONTROL et de la DGO "Routes et Bâtiments" - Direction des Routes, le projet s'intègre au cadre bâti et non bâti, et ne compromet pas le caractère urbanistique et architectural des lieux ; qu'il est conforme à l'affectation fixée par le plan de secteur ;

Au vu de ce qui précède,

DECIDE

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA est **octroyé aux conditions suivantes** :

1. La clôture située à la rue d'Heppignies et à la rue de Ransart sera doublée d'une haie de même essence que celle réalisée le long de la rue Charles Lindbergh, à raison d'un minimum de 2-3 plants/mètre ; la hauteur de cette haie sera limitée à 1,2m ; la même haie sera réalisée de l'autre côté de la rue d'Heppignies et de la rue de Ransart sur toute la longueur d'implantation du parking, à savoir depuis l'entrée rue de Ransart jusqu'à la fin du parking situé rue d'Heppignies ;
2. Les arbres haute tige de type Globossum seront distants l'un de l'autre d'un maximum de 10 mètres sur l'ensemble des bandes de stationnement prévues ;
3. Les arbres haute tige de type Globossum auront une force de minimum 12-14cm de circonférence ;
4. L'ensemble des plantations sera réalisé endéans l'année de mise en service du parking ;
5. Les poteaux d'éclairage du parking seront limités à 6m de hauteur ;
6. Aucune bordure de type New Jersey ne sera placée ; elles seront éventuellement remplacées au niveau des emplacements de stationnement par des bordures basses longitudinales de démarcation et au niveau des accès par des murets en gabions ;
7. Dès la réception provisoire des travaux, un rapport photographique (avec rappel de mes références : F0414/52021/UCP3/2017/5//451694) d'une dizaine de photographies couleur me sera transmis afin de visualiser clairement la végétation et les revêtements de sol ; ce rapport peut m'être transmis par mail ;
8. Respecter les conditions de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport reprises ci-dessus ;
9. Respecter les conditions de BELGO CONTROL reprises ci-dessus ;
10. Respecter les conditions de la DGO "Routes et Bâtiments" - Direction des Routes jointes au présent permis ;
11. Pour le surplus, exécuter les travaux conformément aux plans joints à la demande de permis ;
12. Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de FLEURUS.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A CHARLEROI, le
Le fonctionnaire délégué

12 AVR 2017


Raphaël STOKIS
Directeur

Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 86. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 86. §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté

6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Art. 137. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.

Coordonnées de l'expéditeur :

.....
.....
.....

Le

Service Public de Wallonie - DGO4
Direction extérieure de CHARLEROI
Monsieur Raphaël STOKIS,
Fonctionnaire délégué
rue de l'Ecluse 22
6000 CHARLEROI

Vos réf. : F0414/52021/UCP3/2017/5//**451694**
Objet :

AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
--

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Je (Nous) soussigné(e)(s)
domicilié(e)(s) à
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

Date de début des travaux :

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Collège Communal de
....., le

Recevez, Monsieur le Fonctionnaire délégué, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....



Wallonie



Service public
de Wallonie

DÉPARTEMENT DU RESEAU DU
HAINAUT ET DU BRABANT WALLON

DIRECTION DES ROUTES DE
CHARLEROI - DGO1-42

DISTRICT ROUTIER DE CHARLEROI
- DGO1-42-12

Rue Spinois, 48
B-6000 Charleroi
Tél. : 071 270 560
Fax : 071 270 579

E = 2210347

AVIS CONCERNANT DEMANDE DE BATIR
Alignement - Zone de recul.

N° Dossier : CC/33875
Annexe : 1 DOSSIER
Nos réf : G/17/BAT/12/198/N568A/059

IDENTITE DU REQUERANT
BSCA.

RUE DE FRERES WRIGHT 8
6041 GOSSELIES

SITUATION DE LA PARCELLE :
N 568 A GOSSELIES/FLEURUS.

Territoire de : HEPPIGNIES
Cumulée : 680 COTE DROIT
Cadastre : sect. B N° 67 e.

RUE D'HEPPIGNIES/RUE DE RANSART

INDICATION DES TRAVAUX A EXECUTER :
REALISATION PARKING « FOOT&FLY »

Le permis peut être délivré aux conditions suivantes :

CONDITIONS GENERALES :

CONCERNANT LES ALIGNEMENTS ET ZONE DE REcul LE LONG DES ROUTES DE LA REGION WALLONNE :

Remarques :

Les conditions de 1 à 4 concernent uniquement les cas soumis à la servitude de recul.

Les conditions de 5 à 8 se rapportent aux alignements sans zone de recul.

Les autres conditions sont applicables pour tous les cas.

Les conditions particulières doivent être consultées, pour les conditions 4,6,9 et 12b.

1. Des avant-corps, loggias, bow-windows, porches, escaliers et autres saillies sont tolérés à condition :

- qu'ils ne s'avancent sur le nu du mur de façade que de quart au plus de la profondeur de la zone de recul et que la distance les séparant des propriétés voisines soit égale à la saillie autorisée;
- qu'ils ne comportent pas d'éléments faisant partie de la structure même du bâtiment, tels que des canalisations mères de gaz, d'électricité, d'eau, des cages d'escaliers, etc...

2. La propriété sera clôturée suivant l'alignement prescrit.

Lorsque la clôture est constituée par un mur bas, la hauteur maximum de ce dernier est de 0,75m, qu'il soit ou non surmonté d'une grille; la hauteur totale ne peut dépasser 2,25 m. Au-dessus de 1,50 m de hauteur, la clôture doit présenter plus de vides que de pleins.

Lorsque la clôture est constituée d'une haie vive, celle-ci est plantée à 0,50 m en arrière de la limite du domaine public; la haie ne peut avoir en souche une hauteur supérieure à 1,50 m; elle sera coupée et ramenée tous les ans avant le 15 avril.

Les barrières ne peuvent en s'ouvrant, faire saillie sur le domaine de la route.

Les clôtures situées aux abords des croisements et jonctions de routes ne peuvent masquer la vue au-dessus de 0,75 m de hauteur.

DIRECTION GENERALE OPERATIONNELLE
DES ROUTES ET DES BATIMENTS

Boulevard du Nord 8, B-5000 Namur • Tél. : 081 77 26 03 • Fax : 081 77 36 66

3. Il est toléré dans les clôtures prévues au 2.- des entrées cochères dont les dimensions en hauteur peuvent être supérieures à celles mentionnées au 2.-. Ces entrées cochères ne peuvent en aucun cas, être établie en face d'arbres existants de la route
4. Dans toute la zone résultant de l'application de l'alignement en recul et de la zone de recul, telle qu'elle est indiquée dans les conditions particulières (5°), aucune fosse à purin ou à gadoue, maçonnerie ou bétonnée, ni rampe d'accès aux souterrains en peuvent être établies; il en va de même des fosses septiques, puits perdus, séparateurs de boue et de graisses.
Il est défendu d'établir dans cette zone des clôtures mitoyennes dépassant 1,50 m de hauteur. Des réservoirs à combustible sont tolérés, à condition qu'ils n'exigent pas de construction en maçonnerie.
Toutes plantations, à exception d'une haie vive, sont interdites dans une zone de 2m à partir de la limite du domaine public ou de l'alignement éventuel; dans le restant de la zone, les plantations peuvent avoir plus de hauteur que celle indiquée dans les conditions particulières (3°).
5. Il ne peut être formé sur le nu de face aucune avancée dépassant les limites indiquées ci-après
 - a) **Trottoir ou accotement en élévation.**
Sur une hauteur de 2,10 m mesurée à partir du niveau du trottoir, il n'est toléré sur l'alignement aucune saillie de plus de 20 centimètres. Les portes et les fenêtres ne peuvent, en s'ouvrant faire saillie sur le domaine de la route.
Au-dessus de 2,10m de hauteur, aucune saillie ne peut avancer de plus d'un mètre sur l'alignement et, en tout cas, doit rester en retrait d'au moins 0,50 m du plan vertical de la bordure du trottoir.
 - b) **Trottoir et accotement de plain-pied :**
Jusqu'à 5,50 m de hauteur mesurée à partir du niveau de l'accotement, les saillies de 0,20 m sont seules admises pour autant que le bâtiment se trouve en retrait d'au moins 1 m du bord de la chaussée proprement dite.
Au-dessus de 5,50 m, les saillies sont admises pour autant qu'elles restent en retrait d'au moins 0,50 m du plan vertical du bord de la chaussée proprement dite.
6. Le niveau du pied de la construction, c'est-à-dire la ligne d'intersection du mur de face et du trottoir définitif, par rapport au niveau de l'axe de la chaussée est indiqué dans les conditions particulières (2°).
7. Les ouvertures à pratiquer éventuellement dans le trottoir ou l'accotement ne sont tolérées que pour permettre l'éclairage et l'aération des souterrains ainsi que l'approvisionnement en combustible; ce, dans les limites des dimensions prescrites par le Conseil communal, sans que les dimensions puissent faire en plan une saillie supérieure à 0,60m sur l'alignement prescrit pour les constructions et dépasser une largeur de 0,70m. Ces ouvertures doivent être fermées, au niveau du trottoir ou de l'accotement, par une couverture solide en métal, en béton ou en béton translucide, à surface plane non glissante. Si la couverture est en grillage, l'écartement des barres ne pourra dépasser 0,015m.

Les encadrements en pierre de taille ou en béton, de même que les couvertures, devront être arasés au niveau du trottoir ou de l'accotement.
8. Des entrées cochères ne peuvent être établies en face d'arbres existants de la route.
9. Le niveau des seuils de portes, portes cochères ou entrées quelconques par rapport au niveau de l'axe de la chaussée est indiqué dans les conditions particulières (1°)

Lorsque le niveau n'est pas respecté, le propriétaire ne pourra, en cas de modification éventuelle du profil en long de la route, faire valoir aucun droit à indemnisation du fait d'adaptation des portes, portes cochères ou entrées quelconques.
10. La couverture des murs de clôture doit être conçue de telle sorte que les eaux qu'elle reçoit s'écoulent sur la propriété privée
11. Les travaux projetés sont exécutés de manière à ne gêner à aucun moment l'écoulement des eaux de la route.

12.
 - a) Les dépôts de matériaux ou d'objets quelconques destinés aux travaux projetés sont permis sur le trottoir ou l'accotement de la route, conformément aux prescriptions du règlement communal.
 - b) A défaut de règlement communal, le lieu de dépôt se limite à la largeur de la propriété, la profondeur maximum étant indiquée dans les conditions particulières (4°).
Ce lieu de dépôt sera solidement clôturé sur 1,50m de hauteur minimum.
Les dépôts ne peuvent subsister que pendant le temps strictement nécessaire; ils ne seront tolérés ni après l'achèvement ou l'abandon des travaux, ni pendant leur suspension.
 - c) Les dépôts ne peuvent gêner l'écoulement des eaux de la route et devront être éclairés la nuit.
 - d) L'impétrant sera en tout temps rendu responsable des accidents et difficultés qui pourraient résulter de la présence de ces dépôts.
 - e) A défaut d'un règlement communal, des matériaux ou objets quelconques destinés aux travaux projetés ne peuvent être déposés sur le trottoir ou l'accotement de la route.
13. Il est loisible au requérant de remblayer au niveau de l'accotement, le terrain compris entre l'arête extérieure de l'accotement et l'alignement fixé pour la construction.
Le cas échéant, il est tenu d'établir un aqueduc sur une longueur de cette construction, à la première réquisition de la Direction des Routes compétente.
14. Moyennant autorisation délivrée par la Direction des Routes compétente sur sa demande, l'impétrant peut remblayer le fossé pour autant qu'il y établisse un aqueduc.
15. L'écoulement des eaux ménagères dans le fossé de la route n'est toléré que lorsqu'il n'existe pas de canalisation d'égouts et à condition que l'impétrant se conforme aux lois et règlements sur l'hygiène publique et aux règlements de police.
Aucune décharge vers la voie publique ne peut créer de situation insalubre ou incommode due à la présence de déchets putrescibles ou formant gadoue; un séparateur de boue et de graisse est placé pour autant que de besoin. Le déversement dans le fossé d'eau ou tout autre ouvrage de la route des eaux de W-C ou de nature résiduaire est strictement interdit;
16. Aucune modification ne peut être apportée aux inclinaisons longitudinales et transversales de l'accotement de la route sans l'autorisation préalable de la Direction des Routes.
17. Par suite de l'alignement proposé, il se peut qu'une parcelle de terrain appartenant au requérant doive être incorporée à la route ou, au contraire, qu'une partie du domaine public doive devenir propriété du riverain.
Cette mutation est traitée au moment des travaux routiers réalisant l'alignement. Jusqu'à ce moment, l'entretien et l'aménagement de toute la zone décrite au 4.- incombent au particulier. La propriété peut éventuellement être clôturée à la limite du domaine public actuel mais uniquement au moyen d'une clôture provisoire.
18. Le délai de validité du présent avis se limite à 1 an.
19. Les plans approuvés et le permis de bâtir, de même que les avis l'accompagnant doivent se trouver en permanence sur les chantiers, de manière à pouvoir être produits à toute réquisition des fonctionnaires compétents.
20. L'impétrant ne mettra la main à l'œuvre qu'après avoir reçu du responsable du district routier les indications nécessaires à cet effet.
21. Cet avis formulaire se limite aux prescriptions relatives à l'alignement et la zone de recul.
Il ne dispense pas l'intéressé de se conformer aux lois et règlements généraux et locaux, et notamment aux dispositions du Code wallon sur l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (C.W.A.T.U.).
22. Le dépôt et la préparation du mortier de ciment ou de béton sur le revêtement de la chaussée, y compris les zones de stationnement sont formellement interdits.

CONDITIONS PARTICULIERES

- 1) Niveau des seuils par rapport au niveau de la chaussée : **entrée ordinaire : 0,30m(max)**
entrée cochère : 0,12m (min)
- 2) Niveau du pied de la construction en rapport avec le couronnement de la chaussée : **0,10m**
- 3) Hauteur maximale des plantations dans la zone de recul : 1,50m dans les deux premiers mètres
- 4) Profondeur maximale du lieu de dépôt : /
- 5) Profondeur de la zone de recul : 5M (**AR des 22.10.34 et 29.05.37**)
- 6) Limite du domaine public : en coïncidence avec l'alignement.
- 7) **ALIGNEMENT** : L'alignement à respecter en cet endroit est de 5M axe voirie.

Les travaux sollicités peuvent être réalisés comme prévu au plan annexé à la requête.

8. L'impétrante sera rendue responsable de tous dégâts matériels ou autres qui pourraient résulter des travaux exécutés et relatifs à l'autorisation sollicitée.

Non compris dans un P.P.A.

Charleroi, le 16 mars 2017
Le Chef de district.

Ing. J. Renard.

**A REMPLIR QUAND IL N'Y A PAS DE
PLAN PARTICULIER D'AMENAGEMENT :
(1)**

Vu et proposé par l'Ingénieur principal, chef de Service, soussigné, et transmis à Monsieur le Directeur de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme à en réponse à l'apostille du (1)

Prière d'inviter la commune intéressée à me faire parvenir une expédition du permis délivré pour les besoins de mon service.

**A REMPLIR QUAND IL Y A UN PLAN
PARTICULIER D'AMENAGEMENT (1)**

Vu et proposé par l'Ingénieur principal, chef de Service, pour être transmis à Monsieur le Bourgmestre de la commune de (1)
de la Ville de (1)

en réponse à son apostille, avec prière de me faire parvenir une expédition du permis délivré pour les besoins de mon service.

N° G/17/BAT/12/198/N568A/059
N° Ch 41788 de sie

A Charleroi, le
Le Directeur,

21 MARS 2017


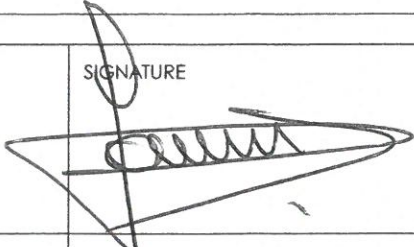

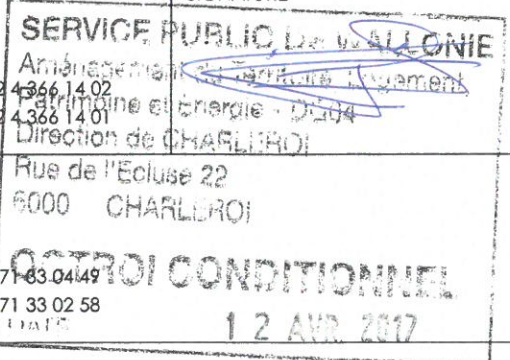

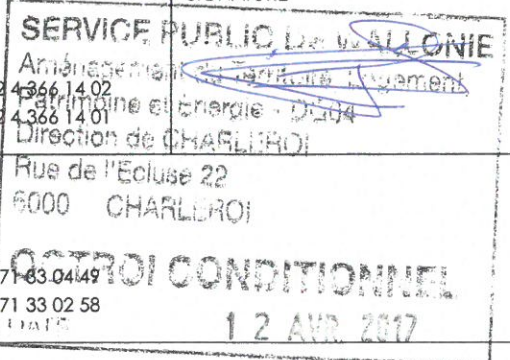

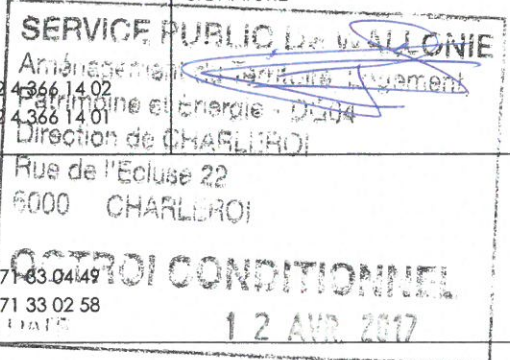

M. D. MASSET.

SPW – DGO4 – DGATLP
Direction Extérieure Hainaut II
Rue de l'Ecluse 22
6000 CHARLEROI
(réf F0414/52021/UCP3/2017/5//451694) ✓

(1) Compléter ou biffer les mentions inutiles.

PLAN ARCHITECTURE

chantier : Rue d'Heppignies - rue de Ransart
6041 CHARLEROI - BELGIQUE

 BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT S.A.	MAITRE D'OUVRAGE Brussels South Charleroi Airport s.a. (BSCA) rue des frères Wright, 8 6041 - Charleroi Belgique tel: 32 71 25 11 55 fax: 32 71 25 11 87	SIGNATURE 
 bag	AUTEUR DE PROJET bureau d'architecture greisch s.c.r.l. parc industriel des hauts-sarts 1ère avenue, 165 b-4040 herstal - liège - belgique tel: +32 4366 14 02 fax: +32 4366 14 01	SIGNATURE 
 PIRNAY ENGINEERING	BUREAU D'ETUDE EN STABILITE Bureau d'Etudes Pirnay s.a. rue du Parc, 47 6000 - Charleroi Belgique tel: 32 71 33 04 49 fax: 32 71 33 02 58	
 POLY-TECH ENGINEERING	BUREAU D'ETUDE EN STABILITE Bureau d'Etudes Poly-Tech s.a. rue du Parc, 47 6000 - Charleroi Belgique tel: 32 71 33 04 49 fax: 32 71 33 02 58	
 UP & Cie	BUREAU D'ETUDE EN TECHNIQUES SPECIALES UP & Cie s.p.r.l. / Urbanisme - Planification - Mobilité - Environnement rue de la Victoire 194A/19 1060 - Bruxelles Belgique tel: 32 71 2 538 14 41	

DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME

Réalisation d'un nouveau parking Longue Durée
pour l'Aéroport de Charleroi (parking P4 - foot & fly) - rue d'Heppignies

Situation - Implantation Vue en plan - Coupes	dessiné par: jld	n° dossier: 060116	échelle: div.	P4.PU/AR.101
	vérifié par: f.s.	fichier informatique: 060116-plans-PU-LD-100-20170217.pln		

INDEX	MODIFICATIONS	DATE	AUTEUR
a	Draft 2 pour dossier de demande de permis d'urbanisme : VARIANTE SPW	27.01.2017	jld
b	Draft 3 pour dossier de demande de permis d'urbanisme : māj globale emplacements	02.02.2017	jld
-	Dépôt de dossier de demande de permis d'urbanisme	17.02.2017	jld

